



HAL
open science

Les économistes contre la course aux armements

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Les économistes contre la course aux armements. *Après-demain : journal mensuel de documentation politique*, 2003. hal-04588215

HAL Id: hal-04588215

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04588215v1>

Submitted on 26 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les économistes contre la course aux armements

Jacques Fontanel

Après-Demain n°455-456

Juin-Août 2003

Résumé : La science économique libérale a établi des schémas d'analyse fondés sur les postulats et des hypothèses qui sont des images déformées de la réalité. Dans le domaine de la guerre et de la paix, l'idée principale est d'affirmer que le respect strict des lois du marché conduit à la paix universelle, du fait même des interdépendances des Etats et dans le respect de la loi des avantages comparatifs. Or, malgré l'effondrement de l'URSS, la guerre est bien toujours présente en ce début de XXIe siècle. Aujourd'hui, une réflexion s'engage chez les économistes, aux doctrines économiques souvent divergentes, pour s'interroger à la question du maintien de la paix, des analyses qui reprennent le chemin de l'économie politique.

Liberal economic science has established analytical schemes based on postulates and hypotheses which are distorted images of reality. In the field of war and peace, the main idea is to affirm that strict respect for the laws of the market leads to universal peace, due to the interdependence of States and in compliance with the law of comparative advantages. However, despite the collapse of the USSR, war is still present at the start of the 21st century. Today, a reflection is underway among economists, with often divergent economic doctrines, to question the question of maintaining peace, analyzes which take the path of political economy.

Mots clés : Guerre, paix, armements, désarmement, guerre économique, économie politique

War, peace, armament, disarmament, economic war, political economy

Face à une globalisation de plus en plus contestée, une réflexion d'ensemble s'impose aux économistes. Depuis que l'économie politique se veut science, ils se cantonnent trop souvent dans des réflexions abstraites, parfois éloignées des événements politiques, économiques et sociaux de notre temps. L'école mercantiliste s'est surtout développée pendant la constitution des Etats, l'école Classique britannique s'est élevée contre le mercantilisme, Keynes a contesté en son temps une économie libérale qui n'avait pas perçue les grands chambardements géopolitiques et établissaient des dogmes en décalage avec les réalités du moment, concernant notamment la nécessaire intervention de l'Etat, notamment en cas de crise économique. Aux XVIIIe et XIXe siècles, les économistes étaient aussi des philosophes, d'Adam Smith à Stuart Mill en passant par Karl Marx. Après la seconde guerre mondiale, le souci de la précision et de la rigueur scientifique, ont conduit les économistes à privilégier les réflexions qualitatives et quantitatives, en appliquant un paradigme d'hypothèses convenues restrictives, même si, les plus brillants d'entre eux, se sont parfois interrogés sur leur influence sur le résultat des analyses.

Aujourd'hui, avec la globalisation économique, la transition systémique de la Russie et la permanence des conflits guerriers, les discours des économistes tendent à faire à nouveau appel aux réflexions philosophiques, politiques et éthiques. Ils recommencent à s'interroger sur les relations étroites entre leurs connaissances scientifiques et les considérations politico-stratégiques à court et moyen terme qui transforment les conditions économiques du processus de la globalisation.

C'est ainsi que l'Association ECAAR (Economists allied for Arms Reduction) se propose de promouvoir l'arrêt de la course aux armements, la paix et la lutte contre la pauvreté. Elle comprend plusieurs prix Nobel (comme Kenneth Arrow, Douglas North, Lawrence Klein, Amartya Sen ou Franco Modigliani) et des économistes aussi connus que J.K. Galbraith (dont le fils James est le Président d'ECAAR), Jeffrey Sachs ou Michael Intriligator. Ce mouvement se propose de regrouper les forces de l'ensemble des tendances politiques non xénophobes ou racistes pour soutenir toutes les forces de paix, notamment dans l'ordre économique. Cet

engagement citoyen prend en compte dans ses analyses les aspects géoéconomiques de la mondialisation, du couple guerre-paix et de la sécurité internationale. Les clivages politiques entre les membres de cette association existent toujours au regard de conceptions théoriques divergentes. Il existe en effet au moins cinq courants de pensée qui cohabitent dans le souci de trouver ensemble des arguments communs pour, au moins dans l'ordre économique, éviter les courses aux armement auto-entretenu et entreprendre une triple action en vue de condamner les effets de domination et d'engager des analyses économique-politiques susceptibles de condamner tout recours à la guerre économique ou à la guerre militaire.

1) La globalisation comme facteur de paix

D'abord, pour les tenants de la théorie de la globalisation (comme Jeffrey Sachs ou Robert Solow), les indépendances économiques croissantes tendent à réduire l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie. La généralisation des règles du marché constitue un facteur de solidarité et de paix. L'idée de la pacification inéluctable des relations internationales par l'essor du commerce international, remonte aux origines de la théorie classique, pour laquelle la multiplication des interdépendances économiques, fondées sur les principes du marché, accroît la prospérité économique de chaque nation participant aux échanges, tout en conduisant à la diminution du rôle économique de l'Etat. Dans cette logique, le politique devrait s'effacer progressivement devant les impératifs économiques, ce qui répondrait à la volonté d'affirmation d'une science économique comme discipline propre, non polluée par les préoccupations politiques de court terme.

Trois postulats de base ont dès lors accompagné les développements ultérieurs de la théorie dominante. D'abord, le développement du commerce international, dans le respect des valeurs libérales, est un facteur de paix, laquelle est la situation normale de l'économie de marché. Ensuite, l'amélioration de la connaissance de la science économique favorise à la fois le développement économique et le désarmement. Enfin, l'économie internationale a subi des transformations structurelles irréversibles, qui remettent en cause le rôle économique de l'Etat, et donc toute manifestation de "guerre économique" (Paul Krugman) et même de guerre tout court. La fin du rôle économique des États est inscrite dans la logique

pacifique et plutôt bienveillante du capitalisme. Dans ces conditions, la lutte contre la course aux armements constitue d'abord un refus des idées nationalistes, mercantilistes ou communistes. Il s'agit d'empêcher que ces idées non libérales ou militaristes conduisent à court terme à une guerre, qui ferait régresser les perspectives de paix contenues dans l'économie de marché

2) La guerre comme lutte internationale des classes

Le courant marxiste transpose l'analyse de la lutte des classes au niveau international, faisant de ce principe fondateur l'explication des conflits internationaux, quelle que soit leur nature. Toute tension internationale trouve son origine dans les contradictions fondamentales du système capitaliste, qui conduit inéluctablement à la crise, à l'exploitation des travailleurs et, par extension, à celle des nations les moins industrialisées. Autrement dit, les conflits et la guerre des classes et des nations sont inscrits dans les fibres même du capitalisme. La revendication de la paix internationale passe par le respect des valeurs collectives et le refus de tous les asservissements, de toutes les dominations. Si cette pensée n'est pas vraiment développée en Amérique du Nord, elle n'en est pas moins encore largement véhiculée par l'idéologie marxiste, présente surtout dans la version française de E.C.C.A.R. (les militants du Parti communiste, notamment) et celle de Grande-Bretagne (Paul Dunne ou Ron Smith). Cependant, dans un essai provocateur, l'Américain John Kenneth Galbraith a mis en évidence l'intérêt indéniable pour l'économie américaine de la menace de guerre, comme si le développement de cette dernière dépendait, au moins en partie, de la peur des conflits armés et de la recherche excessive de sécurité. La course aux armements est un facteur de cohésion sociale dans des sociétés marchandes profondément inégalitaires. Elle est aussi un facteur important de l'hégémonie des pays les plus développés, et notamment des Etats-Unis (Claude Serfati).

2) Une paix internationale contrôlée

P OUR Reich, conformément à la politique de Bill Clinton (dont il était l'un des conseillers les plus écoutés), un pays doit être conduit comme une entreprise, dans ses relations de

concurrence et de compétition. La désintégration inéluctable des économies nationales risque d'accroître l'insécurité et la paupérisation. Par une politique industrielle adaptée, les Etats-Unis sont destinés à être le seul arbitre d'une économie désormais globalisée, dans le cadre d'une paix internationale "contrôlée" (Ann Markusen). Dans cette perspective, les États cherchent à promouvoir leurs intérêts propres sur la scène mondiale, mais l'exemple de la société américaine, fondée sur la démocratie et la liberté, constitue un facteur de paix internationale. Cette conception, qui fait l'hypothèse du caractère progressiste de la société américaine, est souvent partagée par les économistes d'outre-Atlantique, quelles que soient par ailleurs leurs analyses théoriques. Le désarmement conduit à une amélioration des conditions de vie, à condition de réussir le processus de la conversion (Roland de Penanros).

3) La domination des riches

De nombreux économistes, notamment ceux originaires des pays en développement (comme Amartya Sen) ou des économies en transition (comme Stanislav Menschikov), contestent cette position. Pour eux, la mondialisation, facteur de conflit, n'est trop souvent (mais pas seulement) que l'expression économique de la domination des pays riches, au détriment des peuples pauvres et des exclus.

Le conflit militaire est remplacé par la guerre économique, qui est d'abord et avant tout un problème de puissance s'exprimant dans toutes les dimensions de la vie sociale et culturelle. La volonté de développement économique au détriment des autres nations peut se traduire par des stratégies d'exportations paupérisantes, ou de type "beggar-thy-neighbour" (dépouilles ton voisin), ou encore de sous-développement comme facteur du développement. Par ailleurs, les sanctions en vue de provoquer des dommages économiques importants à un pays pour qu'il change de politique (apartheid, violation des droits des minorités, tyrannies etc.) constituent un instrument de puissance incontestable. L'idéologie de la mondialisation par le marché n'est en réalité que la mise en évidence de la pensée dominante, dont l'objectif est le maintien, sans coercition, de l'hégémonie américaine.

Dans ces conditions, la conquête des marchés se substitue, au moins partiellement, à l'invasion territoriale. Il s'agit d'une

guerre permanente, engagée par les nations et leurs entreprises, en vue d'un partage plus favorable de la production mondiale en faveur des intérêts nationaux. Les restrictions et les obstacles douaniers, les contingentements, les normalisations industrielles, l'espionnage et l'intelligence économiques, le contrôle direct ou indirect des marchés financiers, la recherche constante de "monopoles" sont autant d'armes aussi destructrices qu'efficaces pour recomposer la hiérarchie internationale des puissances au profit des États qui les utilisent. La résurgence du protectionnisme et des guerres commerciales entre grands blocs régionaux est à craindre. Les firmes multinationales, qui appartiennent le plus souvent aux États membres de la Triade, participent au processus de régionalisation économique, car elles restent attachées à leur pays d'origine. Dans ce système de blocs pratiquant entre eux un commerce "administré", la compétition n'est plus militaire mais économique (Jacques Fontanel). L'État est alors sollicité pour pallier la faible compétitivité de l'économie nationale, en assurant notamment la diffusion des technologies militaires vers le secteur civil. Il est alors impossible de dissocier les objectifs de sécurité économique et militaire.

4) La guerre est aussi économique

Le renouveau de l'analyse institutionnaliste et historique met en évidence le fait qu'il n'existe pas un mais plusieurs types de capitalismes, plus ou moins bien adaptés à la guerre économique. Ces analyses ont, en leur temps, défendu la thèse du déclin du modèle anglo-saxon de capitalisme, et donc de l'économie américaine, sauf en cas de renouvellement (Kenneth Galbraith ou Lester Thurow). Le lien entre les secteurs économiques et militaire joue un rôle essentiel pour la puissance économique nationale, mais ce sont les pays qui perçoivent les enjeux de la "guerre économique" qui sont aujourd'hui les mieux placés dans la concurrence économique internationale (Jean-Paul Hébert). La réflexion sur les formes possibles de capitalisme reste fructueuse pour expliquer l'évolution de la concurrence internationale et la recomposition des relations économiques internationales, selon des modes plus ou moins conflictuels (Douglas North). La question qui se pose est de savoir s'il faut développer des biens publics internationaux (Jurgen Brauer), notamment celui de la sécurité mondiale, par la réduction progressive des dépenses militaires

(Lloyd Dumas). La fin du XX^e siècle est ainsi marquée par la résurgence des débats sur la relation entre la puissance économique et la puissance militaire nationales. Le rôle que doit jouer l'Etat à ce niveau est discuté, renouvelant ainsi l'opposition existant au XVIII^e siècle entre les mercantilistes et les partisans du laissez-faire.

L'économie constitue parfois une arme au service de la puissance étatique et la concurrence internationale, avec les morts de la misère dans un monde de richesses, s'apparente parfois à une guerre. Autrement dit, les conflits prennent des formes multiples qui rendent très opaques l'analyse de la distribution des pouvoirs réels et des richesses.

Conclusion : L'analyse économique pour le refus de la guerre

Comme on le voit, les différences d'analyses entre les membres de l'Association ne sont pas minces, négligeables. Cependant tous ces courants ont en commun le refus de la guerre et de la résolution armée des conflits. Cette volonté commune de limiter les conséquences du militarisme repose sur quelques grands principes :

- D'abord, l'évidence qu'une guerre mondiale aurait des conséquences épouvantables pour l'humanité ; dans ces conditions, il faut certes rechercher les causes théoriques des conflits, mais il faut aussi empêcher, autant que faire se peut, la réalisation guerrière de ces derniers.
- Ensuite, la course aux armements constitue un acte contre-économique, en ce sens qu'elle accroît les coûts et réduit le bien-être, tout en ne fournissant pas une amélioration du besoin de sécurité
- Dans ces conditions, il est nécessaire d'inciter les Etats en situation de belligérance à négocier une réduction de la charge du fardeau
- Enfin, la recherche de la paix passe aussi par le refus des dominations, des inégalités excessives, de la pauvreté mondiale et des hégémonies.

Bibliographie sommaire

Arrow, K. (1963), Some general observations on the Economics of Peace and War, *Peace Economics, peace science and Public policy*, vol.2; Winter.

Chatterji, M., Fontanel, J., Hattori, A. (1996), *Arms spending, development and security*, Ashing Publishing House, New Delhi

Fontanel, J., Tinbergen, J (1993), *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J., Ward, M. (1993), Military expenditures, armament and disarmament, *Defence Economics*, 4(1).

Fontanel, J., Arrow, K., Klein, A. Sen (2003) *Civilisation, globalisation et guerre*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J., Gaidar, Y., *L'avenir de l'économie russe en question*, PUG, Grenoble.

Gilpin, R. (1981), *War and change in international politics*, Cornell University Press.

Klein, L.R. (1986), Disarmament and socio-Economic Development, *Disarmament* (IX,1).

Melman, S. (1974), *The permanent war economy : American economy in decline*, Simon & Schuster, New York.

Rapport sur l'utilité des guerres (1968), *La paix indésirable*, Calmann Levy, Paris.

Reich, R. (1992), *The Works of Nations*, Vintage Books, New York.

Sen, A. (1999), *L'économie est une science morale*, La Découverte, Paris.

Sen, A. (2003), *Identité et conflit. Existe-t-il un choc des civilisations ?* Discours, Doctorat Honoris Causa, Université Pierre Mendès France, Grenoble.